

Cote du document: EB 2020/LOT/P.12  
Date: 7 décembre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Mémoire du Président**

### **Proposition de financement additionnel en faveur de la**

### **République populaire du Bangladesh pour le**

### **Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole**

Numéro du projet: 1100001648

#### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

##### **Nigel Brett**

Division Asie et Pacifique  
Directeur régional  
téléphone: +39 06 5459 2516  
courriel: n.brett@ifad.org

##### **Rasha Omar**

Directeur de pays  
téléphone: +91 (981) 1990167  
courriel: r.omar@ifad.org

##### Transmission des documents:

##### **Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iii</b>
<b>Recommandation pour approbation</b>	<b>1</b>
<b>I. Contexte et description du projet</b>	<b>1</b>
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
<b>II. Justification du financement additionnel</b>	<b>2</b>
A. Raison d’être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>8</b>
A. Risques et mesures d’atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	10
<b>IV. Exécution</b>	<b>10</b>
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Cadre organisationnel	10
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique	12
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>12</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>13</b>

### Appendice

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing

---

#### Équipe d’exécution du projet

---

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Rasha Omar
Chargée d’appui au programme de pays:	Sherina Tabassum
Responsable technique:	Marie-Aude Even
Responsable des finances:	Arip Syaman Sholeh
Spécialiste climat et environnement:	Kisa Mfalila
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

---

## **Sigles et acronymes**

PACE	Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole
PKSF	Fondation Palli Karma-Sahayak
PTBA	plan de travail et budget annuel
UGP	unité de gestion du projet

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Fonds international de développement agricole
<b>Emprunteur:</b>	République populaire du Bangladesh
<b>Organisme d'exécution:</b>	Fondation Palli Karma-Sahayak
<b>Coût total du projet:</b>	129,81 millions d'USD (coût total révisé, incluant le coût initial du projet de 92,87 millions d'USD)
<b>Montant du prêt initial du FIDA:</b>	26,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 40 millions d'USD)
<b>Conditions du financement initial du FIDA:</b>	Conditions particulièrement favorables
<b>Montant du financement additionnel du FIDA:</b>	18,07 millions d'USD
<b>Conditions du financement additionnel du FIDA:</b>	50% à des conditions particulièrement favorables et 50% à des conditions mixtes
<b>Cofinanceurs du financement additionnel du FIDA:</b>	Fondation Palli Karma-Sahayak et organisations de microfinancement partenaires
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	26,32 millions d'USD (contribution totale révisée)
<b>Contribution des institutions de microfinancement partenaires:</b>	45,04 millions d'USD (contribution totale révisée)

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 59.

### I. Contexte et description du projet

#### A. Contexte

1. Le Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole (PACE) (EB 2014/112/R.10/Rev.1) a été approuvé le 17 septembre 2014, et l'accord de financement correspondant a été signé le 11 décembre 2014. La date d'achèvement est actuellement prévue au 31 décembre 2020. Le coût total du projet initial est de 92,87 millions d'USD, ventilés comme suit: un prêt du FIDA de 26,35 millions de DTS; une contribution de 22,45 millions d'USD de la Fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF) et une contribution de 30,04 millions d'USD de ses organisations partenaires<sup>1</sup>; un don de 0,38 million d'USD de la République de Corée. Le taux de décaissement à ce jour est proche de 100%: 93,4% en ce qui concerne le prêt du FIDA et 100% pour ce qui est du don de la République de Corée.
2. Un financement additionnel de 18,07 millions d'USD est demandé dans le cadre du Système d'allocation fondé sur la performance pour la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) afin de: i) remettre sur pied les microentreprises et soutenir les petits exploitants dont l'activité a été mise à mal par la pandémie de COVID-19; ii) renforcer les activités de développement des filières. Le financement additionnel viendra compléter l'action menée par le pays pour aider les microentreprises et les petits exploitants, en vue du relèvement d'une économie rurale lourdement fragilisée. Il permettra d'appuyer les bénéficiaires actuels et les nouveaux bénéficiaires pendant deux années supplémentaires afin d'assurer la reprise face à la pandémie et la viabilité des entreprises. La nouvelle date d'achèvement du projet est fixée au 31 décembre 2022.
3. Au départ, le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh avait demandé une prolongation d'un an. Néanmoins, après délibérations avec l'ensemble des parties prenantes (la PKSF ainsi que la division des institutions financières et la division des relations économiques du Ministère des finances), l'équipe de la mission relative au financement additionnel a recommandé son déploiement sur une période de deux ans. Le Gouvernement bangladais a accepté cette proposition.

#### B. Description du projet initial

4. Le but du projet initial est d'améliorer durablement les moyens d'existence (hausse des revenus tirés du travail indépendant et des emplois salariés, augmentation des bénéfices commerciaux et amélioration de la sécurité alimentaire) des populations moyennement et extrêmement pauvres. L'objectif du PACE en matière de développement consiste à accroître les ventes et les revenus des microentreprises nouvelles et existantes, et à créer de nouvelles possibilités d'emploi salarié pour les populations extrêmement et moyennement pauvres. La PKSF met en œuvre le PACE dans l'ensemble du pays en s'appuyant sur son réseau d'organisations partenaires. Le PACE s'articule autour de trois composantes:

**Composante 1** – Services financiers aux microentreprises. Jusqu'à présent, les organisations partenaires ont accordé des prêts à 353 148 microentreprises sous la forme de lignes de crédit renouvelables. Elles ont dépassé leur objectif de

<sup>1</sup> Les organisations partenaires sont des institutions de microfinancement qui reçoivent des financements de la PKSF.

102 000 microentreprises et développé avec succès deux autres produits financiers: les prêts de démarrage et le crédit-bail.

**Composante 2** – Développement des filières. Cette composante a permis d'appuyer directement 288 454 microentrepreneurs (96% de l'objectif du projet) dans les secteurs agricole et non agricole. Elle a aidé les entreprises à bénéficier de technologies nouvelles et améliorées, à acquérir de meilleures techniques de gestion et de production, à suivre des formations et à accéder plus facilement aux marchés nationaux et internationaux.

**Composante 3** – Technologie et adaptation de produits. Le projet a permis de promouvoir 15 techniques de production et sept nouveaux produits dont ont bénéficié 20 313 agriculteurs et microentrepreneurs.

## II. Justification du financement additionnel

### A. Raison d'être

5. En raison de la pandémie de COVID-19, le Gouvernement bangladais a ordonné en mars 2020 la fermeture générale des administrations publiques, de la plupart des entreprises et des marchés dans tout le pays. Cette mesure, lourde de conséquences, a notamment entraîné un très fort ralentissement de l'économie et des pertes d'emplois massives. Dans les zones rurales, l'arrêt des services de transport et de logistique a eu des répercussions sur les moyens d'existence des bénéficiaires du projet, à savoir les paysans pauvres et les microentrepreneurs. Les plus touchés ont été les producteurs, notamment dans les secteurs de la volaille, du bétail, des produits laitiers, de la pêche et de l'horticulture. L'approvisionnement des consommateurs a été interrompu, les prix des produits se sont effondrés et certaines entreprises agricoles auparavant rentables, notamment dans le secteur de l'horticulture, se sont retrouvées en grande difficulté, avec des stocks de produits périssables impossibles à écouler. Les couches pauvres de la population ont immédiatement perdu une grande partie de leurs revenus. Des millions de personnes pauvres, notamment les journaliers, se sont retrouvées sans activité, ce qui a entraîné une hausse vertigineuse de la pauvreté. Des ressources additionnelles doivent donc être mobilisées dès janvier 2021, dans la mesure où la pandémie devrait alors être sous contrôle et où l'économie devrait redémarrer. Il sera alors impératif de remettre rapidement sur pied les entreprises et l'activité agricole et de les améliorer.
6. Dans le secteur du microcrédit, le Gouvernement bangladais a décrété un moratoire de six mois sur le recouvrement des prêts pour l'ensemble du secteur de la microfinance, auquel recourent 30 millions de familles pauvres. Cette mesure a eu, par ricochet, des répercussions sur les organisations partenaires de la PKSF. Ces dernières ne disposant pas des liquidités nécessaires pour accorder de nouveaux prêts, les petits exploitants et les microentrepreneurs ont vu leur accès au financement se réduire considérablement. Puis la situation s'est améliorée en août 2020, et les organisations partenaires ont de nouveau pu décaisser des prêts. Toutefois, la crise de liquidité se poursuit, car les emprunteurs demandent davantage de prêts, et pour des montants plus élevés.
7. Le projet initial a permis de prendre, dès le début de la pandémie, des mesures correctives en faveur des bénéficiaires touchés. Pendant la période de fermeture générale (mars-mai 2020), la PKSF a entrepris, avec le concours du bureau de pays du FIDA, des activités de plaidoyer qui ont amené le Cabinet du Premier Ministre à publier une directive autorisant les organisations partenaires à aider les producteurs et les commerçants à acheminer les produits agricoles vers les campagnes et les centres urbains et périurbains. Néanmoins, les fonds étant presque entièrement décaissés à présent, la capacité du projet à appuyer les microentreprises et les petits exploitants durement touchés est limitée. Pour pouvoir se relever, ils auront besoin d'une assistance soutenue au cours des deux

prochaines années. Les consultations menées auprès des petits exploitants, des organisations partenaires et d'autres parties prenantes ont permis de dresser la liste des besoins, notamment: favoriser l'accès au financement et la résilience à long terme; promouvoir les entreprises et les marchés locaux; construire des installations de stockage; développer des produits ayant une durée de conservation plus longue; encourager la transformation à l'échelle locale; améliorer les systèmes de transport et de commercialisation. En outre, il est essentiel de renforcer les mesures de santé et la sécurité sanitaire des aliments pour réduire le plus possible le risque de contamination alimentaire dans les différentes filières et répondre à la demande accrue d'aliments sains pendant la crise liée à la COVID-19. En conséquence, les organisations partenaires et les bénéficiaires ont recommandé que le financement additionnel soit investi notamment dans les activités suivantes: accès au financement, aux marchés, à la technologie et à l'assistance technique; transformation et création de valeur ajoutée; diffusion d'informations sur la pandémie et les autres risques à long terme. Fort de son réseau d'organisations partenaires, le PACE a un rôle fondamental à jouer dans ces domaines.

8. En outre, le financement additionnel viendra compléter le plan de relance du Gouvernement bangladais, qui prévoit une enveloppe de 366 millions d'USD pour le secteur du microcrédit et l'affectation de 244 millions d'USD en vue de l'élargissement de l'accès à des crédits à faible taux d'intérêt pour les paysans pauvres, les travailleurs rapatriés et les jeunes chômeurs qualifiés désireux de lancer leur activité. La PKSF recevra 60 millions d'USD prélevés sur la deuxième enveloppe du plan de relance gouvernemental.

## B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

9. **Zone géographique.** Le tableau ci-après présente les districts touchés par la crise liée à la COVID-19 qui bénéficieront du financement additionnel.

Division	Districts <sup>2</sup>
Barisal	Barisal, Bhola, Barguna et Patuakhali
Chittagong	Noakhali, Cox's Bazar, Cumilla, Khagrachari, Brahmanbaria et Chittagong
Dhaka	Mymensing, Narayanganj, Faridpur, Manikganj, Shariatpur, Gazipur, Tangail, Kishoreganj et Dhaka
Khulna	Meherpur, Bagerhat, Magura, Jessore, Khulna, Satkhira, Chuadanga et Jhenaidah
Rajshahi	Rajshahi, Joypurhat, Naogaon, Natore, Pabna, Bogra, Chapai Nawabganj et Sirajganj
Rangpur	Thakurgaon et Dinajpur
Sylhet	Moulvibazar, Sunamganj et Sylhet

10. **Groupes cibles et stratégie de ciblage.** La crise provoquée par la COVID-19 a touché tous les bénéficiaires des activités de développement des filières et l'ensemble des petits emprunteurs, notamment les personnes très pauvres et les femmes, y compris parmi les bénéficiaires initiaux du PACE. La stratégie de ciblage du projet initial ayant fait ses preuves, elle sera appliquée à l'identique pour les activités qui seront mises en place grâce au financement additionnel. Ce dernier ciblera donc les bénéficiaires par niveau de pauvreté, profession, sexe et composante du projet. La composante 1 se concentrera essentiellement sur les personnes moyennement pauvres qui risquent de retomber dans l'extrême pauvreté. La composante 2 ciblera les vendeurs d'intrants, les producteurs, les négociants, les transformateurs, les prestataires de services locaux et les microentrepreneurs extérieurs au secteur agricole.

<sup>2</sup> La liste des districts ciblés par le projet est susceptible d'évoluer en fonction des répercussions de la pandémie, ainsi que du potentiel de transposition à plus grande échelle et de la viabilité des différentes initiatives.

11. Le financement additionnel permettra d'atteindre 168 000 bénéficiaires supplémentaires, dont 48 000 qui bénéficieront de prêts aux microentreprises et 120 000 qui bénéficieront des activités de développement des filières.
12. **Genre.** Environ 78% des bénéficiaires de prêts aux microentreprises sont des femmes (composante 1). On estime également que la moitié des bénéficiaires des activités de développement des filières financées par le PACE sont des femmes (composante 2). La part de femmes bénéficiaires sera identique à celle du projet initial.

### **C. Composantes, résultats et activités**

13. Trois composantes/effets directs du projet initial demeureront inchangés pendant la période de prolongation du projet. Un financement additionnel sera alloué aux composantes 1 et 2 ainsi qu'à la gestion du projet. La méthode d'exécution retenue sera la même que celle décrite dans le manuel d'exécution du projet. Étant donné qu'il se concentre sur le relèvement face à la COVID-19, le projet s'attachera à faire connaître les 14 protocoles de protection élaborés par la PKSF. Ces protocoles sont conformes aux protocoles sanitaires mis en place par les autorités du pays, ainsi qu'aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé. Ils portent sur la logistique et les installations des marchés et sont adaptés aux principaux types d'entreprises et de filières promues par la PKSF. Des microentreprises modèles seront créées pour présenter les mesures de précaution. Le projet organisera à l'intention du personnel des organisations partenaires et des microentreprises une formation sur les moyens d'appliquer les bonnes pratiques agricoles mondiales dans les filières, ce qui permettra de renforcer la sécurité sanitaire des aliments et la confiance des consommateurs. Les activités de développement des filières se concentreront sur l'atténuation des effets à long terme de la crise engendrée par la COVID-19 et d'autres situations de crise analogues.

#### **Composante 1. Services financiers aux microentreprises**

14. La composante 1 comportera deux activités pour lesquelles 30,30 millions d'USD ont été prévus au budget, dont 12 millions d'USD issus du financement additionnel proposé par le FIDA.
15. **Sous-composante 1.1.** Élargissement du programme de prêts en cours aux microentreprises de tous les secteurs. Une enveloppe de 10 millions d'USD issue du financement additionnel sera mobilisée pour étendre les prêts aux microentreprises. L'accès au financement a été jugé comme l'élément le plus important pour le relèvement des entreprises agricoles et non agricoles et l'adoption des mesures proposées face à la COVID-19. On devrait compter en tout 48 000 bénéficiaires de prêts aux microentreprises. Ces prêts, d'un montant de 1 220 USD chacun, seront accordés à chacune des deux phases.
16. **Sous-composante 1.2.** Expérimentation de nouveaux produits de prêt. Le PACE a mis à l'essai des prêts de démarrage et le crédit-bail. Deux millions d'USD du financement additionnel seront alloués à la promotion de ces produits, notamment le crédit-bail, en vue de renforcer la mécanisation et l'accès aux équipements d'après récolte et de commercialisation.

#### **Composante 2. Développement des filières**

17. Étant donné que le Gouvernement bangladais a assoupli les restrictions visant le transport des marchandises, il est désormais possible de développer des systèmes de production et de commercialisation qui permettent de prévenir ou de réduire les pertes, et de préparer les microentrepreneurs et les petits exploitants aux chocs à venir. Le financement additionnel servira à: diversifier le panier de produits, en promouvant notamment des produits ayant une plus longue durée de conservation; créer de la valeur ajoutée grâce aux activités de transformation; introduire la mécanisation et mettre en place des systèmes de production et de gestion



améliorés; développer les marchés locaux pour les intrants et les produits finaux; améliorer les services d'accompagnement.

18. **Sous-composante 2.1.** Inclure durablement les microentreprises et les entreprises agricoles au sein des filières agricoles dans différentes régions du pays. Le projet investira dans trois grands secteurs: l'horticulture; la pêche et l'aquaculture; l'élevage de volaille et de bétail, y compris les produits transformés qui en sont issus. Les organisations partenaires mettront en œuvre des sous-projets axés sur les filières qui auront pour but de promouvoir les techniques de production et la mécanisation, d'introduire de nouveaux produits et procédés, d'établir des liens avec les marchés locaux et internationaux, d'encourager les activités de transformation à l'échelle locale, d'améliorer les services d'accompagnement locaux et de renforcer les capacités humaines.
19. **Sous-composante 2.2.** Inclure durablement les microentreprises dans des filières de la fabrication, de la transformation et des produits ou groupes de produits non agricoles. Cette sous-composante portera sur les sous-secteurs non agricoles touchés par la crise liée à la COVID-19, comme la confection de vêtements pour enfants, de chaussures et d'articles en cuir, l'écotourisme et les bijoux autres qu'en or. Dans le secteur non agricole, l'accent sera mis sur la conception de nouveaux produits, l'amélioration des techniques de production, l'appui aux produits de grande valeur destinés à être commercialisés sur les marchés locaux et internationaux, l'investissement dans le renforcement des capacités humaines, la promotion de la sous-traitance et l'appui au secteur des services.
20. **Sous-composante 2.3.** Améliorer et promouvoir les marchés au comptant. Il s'agit d'une sous-composante supplémentaire dans la structure du PACE. Les marchés ruraux humides traditionnels et les marchés de gros sont des lieux à haut risque de transmission de la COVID-19. Conformément aux protocoles de protection contre la COVID-19 élaborés par la PKSf, le financement additionnel permettra de créer des marchés de gros à toit ouvert qui garantiront la circulation de l'air et une plus grande luminosité, et qui seront pourvus d'un sol en dur, d'axes de circulation et de systèmes de drainage. Il faudra également prévoir un accès satisfaisant à l'eau et aux installations sanitaires, des places de parking, des bureaux pour les comités de marché, des emplacements pour les distributeurs automatiques de billets, ainsi que des systèmes de gestion adéquats. Ces installations seront construites sur des terrains publics.
21. **Sous-composante 2.4.** Plateforme numérique polyvalente pour la commercialisation de biens et de services. Le confinement dû à la pandémie a entraîné un essor du commerce électronique. Néanmoins, pris individuellement, les microentrepreneurs bangladais ont une envergure trop modeste pour commercialiser leurs produits sur les sites de commerce électronique. Les producteurs ne disposent pas des capacités de gestion nécessaires pour regrouper les produits, repérer les marchés, organiser la logistique et livrer leurs produits aux consommateurs. Dans ce contexte, le financement additionnel aidera la PKSf à collaborer avec les entreprises existantes de commerce électronique en vue de faciliter le développement d'une plateforme favorable aux microentreprises et couvrant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. À terme, la plateforme sera interactive et proposera des services de conseil aux agriculteurs, notamment pour ce qui a trait à la gestion de la pandémie.
22. **Sous-composante 2.5.** Initiative pour le travail décent: promouvoir un bon environnement de travail. Conformément aux mesures prises par les autorités en vue d'améliorer l'environnement de travail, la PKSf continuera de promouvoir dans toutes les activités du PACE des lieux de travail sûrs et l'autonomisation des femmes. Le projet permettra d'apporter les services de conseil nécessaires en vue de créer un environnement de travail décent dans les microentreprises.

## D. Coût, avantages et financement

### Coût du projet

23. **Coût du projet additionnel.** Le financement additionnel sera d'environ 36,94 millions d'USD. Il sera déployé sur deux ans et sera articulé autour de trois composantes dont les coûts de mise en œuvre sont les suivants: composante 1: 30,30 millions d'USD; composante 2: 5,42 millions d'USD; gestion du projet: 1,22 million d'USD. Le projet en cours se poursuivra en utilisant les fonds actuellement disponibles, et toute somme résiduelle sera utilisée pendant la période de prolongation du projet. Le tableau 1 présente un résumé du financement initial et du financement additionnel du PACE. Le tableau 2 présente le financement additionnel du PACE par composante et par source de financement. Les tableaux 3 et 4 présentent le financement additionnel du PACE respectivement par catégorie de dépenses (tableau 3) et par composante et par année (tableau 4).

Tableau 1  
Résumé du financement initial et du financement additionnel  
(en milliers d'USD)

Source de financement	Financement initial	Financement additionnel	Total
FIDA	40 002	18 073	58 075
PKSF	22 266	3 867	26 133
Organisations partenaires	30 038	15 000	45 038
Fonds de la République de Corée	380	-	380
Taxes prélevées par la PKSf	182	-	182
<b>Total</b>	<b>92 867</b>	<b>36 940</b>	<b>129 807</b>

Tableau 2  
Financement additionnel: coût du projet par composante (et sous-composante) et par source de financement  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt additionnel du FIDA		Cofinancement additionnel				Total	
			PKSF		Organisations partenaires			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services financiers aux microentreprises	12 000	39,6	3 298	11	15 000	49,5	30 298	82,0
2. Développement des filières	5 425	100	-	-	-	-	5 425	14,7
3. Gestion du projet	647	53,2	570	47	-	-	217	3,3
<b>Total</b>	<b>18 073</b>	<b>48,9</b>	<b>3 867</b>	<b>11</b>	<b>15 000</b>	<b>40,6</b>	<b>36 940</b>	<b>100,0</b>

Tableau 3

**Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt additionnel du FIDA		Cofinancement additionnel				Total	
	Montant	%	PKSF		Organisations partenaires		Montant	%
			Montant	%	Montant	%		
<b>I. Dépenses d'investissement</b>								
A. Formation	3 844	100	-	-	-	-	3 844	10,4
B. Crédit	12 000	40	3 298	11	15 000	50	30 298	82,0
C. Dépenses de fonctionnement	61	51	58	49	-	-	119	0,3
D. Services de consultants et assistance technique	1 167	100	-	-	-	-	1 167	3,2
E. Travaux	414	100	-	-	-	-	414	1,1
F. Salaires et indemnités	587	53	512	47	-	-	1 098	3,0
<b>Total</b>	<b>18 073</b>	<b>48,9</b>	<b>3 867</b>	<b>11</b>	<b>15 000</b>	<b>40,6</b>	<b>36 940</b>	<b>100,0</b>

Tableau 4

**Coût du projet par composante et par année**  
(en milliers d'USD)

Composante	Année 1		Année 2		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services financiers aux microentreprises	16 149	81,3	14 149	82,8	30 298	82,0
2. Développement des filières	3 103	15,6	2 323	13,6	5 425	14,7
3. Gestion du projet	600	3,0	618	3,6	1 217	3,3
<b>Total</b>	<b>19 851</b>	<b>100,0</b>	<b>17 089</b>	<b>100,0</b>	<b>36 940</b>	<b>100,0</b>

**Stratégie et plan de financement et de cofinancement du projet**

24. Le financement additionnel du FIDA de 18,07 millions d'USD sera complété par un cofinancement additionnel de 3,867 millions d'USD versé par la PKSF et un autre de 15,0 millions d'USD fourni par les organisations partenaires pour financer les microentreprises (voir tableau 2). La PKSF contribuera également aux coûts de gestion du projet en prenant en charge les salaires de son propre personnel (de la division des opérations de prêt) qui gère les programmes de prêts, notamment ceux aux microentreprises. La contribution du FIDA est nette d'impôts et de taxes, qui seront couverts par la contribution de la PKSF.
25. **Modalités et conditions de prêt du FIDA.** Le prêt du FIDA est accordé à 50% à des conditions particulièrement favorables et à 50% à des conditions mixtes.
26. **Financement rétroactif.** L'accord de financement modifié comprendra une clause sur le financement rétroactif permettant de combler tout écart entre le financement du PACE en cours et la prise d'effet du financement additionnel. Le montant de ce financement rétroactif correspondra à un maximum de trois mois de salaire et de frais généraux de l'unité de gestion du projet (UGP), de janvier à mars 2021.
27. Tout fonds résiduel alloué à des activités non achevées du PACE en cours (études d'impact et activités de développement des filières) sera utilisé pendant la période couverte par le financement additionnel. En outre, les éventuelles économies réalisées, les fonds non utilisés et les activités non achevées dans le cadre des nouvelles sous-composantes 2.5, 2.6 et 2.7 pourront être rebudgétisés en interne ou affectés aux sous-composantes 2.1 et 2.2 relatives au développement des filières.

### **Décaissement**

28. Le PACE maintiendra auprès de la Banque centrale du Bangladesh un compte désigné, libellé en dollars des États-Unis, sur lequel sera versé le financement additionnel. Le compte désigné sera administré selon le principe des avances temporaires, en application duquel le montant initial des prêts est avancé, puis reconstitué périodiquement en fonction des dépenses justifiées. L'avance maximale fournie par le FIDA sur le compte désigné sera établie en tant qu'allocation autorisée, comme précisé dans la lettre à l'emprunteur.
29. Les transferts d'argent aux organisations partenaires et aux projets de renforcement des filières seront effectués à partir du compte du projet en devise locale, selon le principe des avances temporaires et en application d'un calendrier trimestriel de reconstitution des ressources. Les conditions à remplir pour obtenir de nouveaux transferts de ressources anticipées seront précisées dans le manuel de gestion financière.

### **Stratégie de sortie et durabilité**

30. **Durabilité.** La durabilité des avantages pour les microentrepreneurs et les ruraux pauvres dépendra de l'accès qui sera assuré au financement et aux services non financiers, comme la plateforme de commerce électronique qu'il est prévu de mettre en place. Lors de la supervision du PACE, il a été constaté que les pratiques commerciales et les technologies appuyées par le projet étaient durables et que la PKSF et ses organisations partenaires étaient parvenues à développer des entreprises et des services viables autour de filières précises à but lucratif. La pérennité de la PKSF et de ses organisations partenaires est primordiale si l'on veut obtenir un impact durable sur la pauvreté et la résilience.
31. Depuis sa création en 1990 en tant qu'organisation de financement faîtière, la PKSF a toujours été financièrement viable. Chaque année, son activité principale de prêt aux institutions de microfinancement génère des profits et excédents. Grâce à son réseau d'organisations partenaires, la PKSF dispose d'une forte capacité de gestion pour exécuter des programmes de microfinancement à grande échelle. Elle dispose également d'une structure de gouvernance indépendante, de politiques et de systèmes stables et de ressources humaines spécialisées, et elle a démontré son savoir-faire en matière de prestation de services financiers.
32. Toutes les organisations partenaires de la PKSF sont financièrement viables et dirigées de façon indépendante, et jouissent d'une longue expérience fructueuse dans le domaine de la gestion de programmes de microfinancement. Elles gèrent leurs programmes en mobilisant de l'épargne auprès de leurs clients, de la PKSF et de banques commerciales. Les prêts aux microentreprises octroyés par la PKSF sont renouvelés par les organisations partenaires au moyen de fonds additionnels mobilisés auprès de leurs propres ressources. Le programme de microfinancement de la PKSF mis en place avec ses organisations partenaires est établi de longue date et est donc appelé à durer.

## **III. Gestion des risques**

### **A. Risques et mesures d'atténuation**

33. Dans l'ensemble, les risques politiques et les risques liés à la gouvernance sont faibles. Le Gouvernement bangladais s'est dit largement favorable au financement additionnel, qui permettra de développer de bonnes pratiques en vue de renforcer la résilience des microentrepreneurs et des ruraux pauvres face aux chocs. L'organisme d'exécution – la PKSF – est une institution publique autonome gérée par des spécialistes apolitiques. La Fondation dispose d'un système de gouvernance à trois niveaux: un organe général (constitué actuellement de 15 membres); un organe directeur (sept membres) dirigé par un président ou une présidente; une direction placée sous la houlette du Directeur général ou de la Directrice générale.

C'est le Gouvernement bangladais qui nomme le président ou la présidente, tandis que l'organe directeur est chargé de recruter le Directeur général ou la Directrice générale par voie concurrentielle.

34. Le risque macroéconomique est modéré. Le Bangladesh est gravement touché par la pandémie de COVID-19 mais, jusqu'à cette crise, l'économie du pays enregistrait une croissance de près de 7% par an au cours des dix dernières années. Le Fonds monétaire international prévoit une croissance de 2% pour 2020, soit une baisse de 6 points de pourcentage par rapport à 2019, puis un rebond de la croissance autour de 6% en 2021. La dette devrait rester viable. Le financement additionnel aidera les entreprises à améliorer leur productivité, la qualité des produits et la fixation des prix, ce qui aura pour effet d'accroître la demande. Le rebond anticipé aidera les microentrepreneurs à se relever plus rapidement.
35. Le risque institutionnel et le risque de gestion du projet sont faibles. À ce jour, la PKSF a exécuté avec succès cinq projets financés par le FIDA qui ont tous été jugés satisfaisants dans les domaines de la performance globale et de l'impact sur la pauvreté. Grâce à ses solides capacités techniques et de gestion, la PKSF a également renforcé les capacités de ses organisations partenaires. Le projet initial est une grande réussite, la performance globale de l'exécution ayant obtenu la note de 5. Des résultats analogues sont attendus au cours de la période couverte par le financement additionnel, dans la mesure où la conception initiale du projet et sa structure de gestion ont été conservées.
36. Le risque de liquidité dans le secteur de la microfinance est modéré. La PKSF reçoit un prêt à faible taux d'intérêt et un don du Ministère des finances. Les organisations partenaires empruntent cet argent auprès de la PKSF à un taux plus élevé et le prêtent ensuite aux bénéficiaires. En outre, la PKSF recevra de l'enveloppe du plan de relance gouvernemental consacrée au secteur du microcrédit une rétrocession de 60 millions d'USD.
37. Le risque social du projet est jugé faible. Grâce à son approche de ciblage inclusif, qui met l'accent sur les petits exploitants et les populations pauvres, et à la mise en œuvre de solutions techniques et commerciales pertinentes pour favoriser la reprise post-COVID-19, le projet réduit la pauvreté et renforce la résilience face aux chocs, et devient ainsi facteur de progrès social.

## **B. Catégorie environnementale et sociale**

38. Étant donné que le PACE initial a été approuvé avant la mise en place des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) du FIDA, un examen complet des PESEC du projet a été mené. Le projet a été classé dans la catégorie environnementale et sociale B. Les risques et impacts environnementaux et sociaux potentiels associés aux microentreprises qui sont actives dans les secteurs de la transformation agricole, de la bijouterie ou de la chaussure, ou qui mènent des activités d'exploitation comme l'élevage de volaille et de bétail, la pêche et l'horticulture, seront spécifiques à chaque site et atténués par des mesures éprouvées. Parmi les activités mises en place grâce au financement additionnel, une attention particulière sera accordée aux protocoles relatifs à la COVID-19 qui traitent des questions suivantes: hygiène; sécurité sur le lieu de travail et utilisation d'équipements de protection individuelle; mise sur pied de marchés au comptant qui respectent la réglementation environnementale; adhésion des entreprises agricoles aux bonnes pratiques agricoles mondiales; application d'une gestion des déchets appropriée et de conditions de travail adéquates dans le secteur de la production de chaussures, d'articles en cuir et de bijoux en matériaux artificiels. La PKSF dispose d'une expertise solide et croissante en ce qui concerne l'exécution de garanties dans ses projets. Elle en a apporté la preuve dans les protocoles de protection contre la COVID-19 qu'elle a élaborés. À l'instar des autres partenaires de développement qui financent la PKSF (Banque

mondiale et Fonds vert pour le climat), la note d'examen des PESEC présentera des mesures détaillées spécifiques aux filières désignées.

### **C. Classement au regard des risques climatiques**

39. Le risque climatique du projet est jugé modéré. Les changements climatiques font partie intégrante des critères retenus pour sélectionner les filières qui seront appuyées par le projet. Le financement additionnel permettra de promouvoir des cultivars adaptés aux conditions climatiques, de favoriser l'adaptation des filières à des niveaux de salinité élevés et d'encourager la diversification des moyens d'existence afin de renforcer la résilience des agriculteurs face aux changements climatiques. Dans le cadre du projet, des investissements seront également réalisés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment par l'utilisation de bouses de vache pour produire du biogaz et le recours à des pièges lumineux fonctionnant à l'énergie solaire pour lutter contre les insectes nuisibles. La note d'examen des PESEC contiendra une analyse de base intégrée des risques climatiques par filière, décrivant les mesures d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.

## **IV. Exécution**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

40. Comme pour le projet initial, les activités prévues dans le cadre du financement additionnel sont parfaitement cohérentes avec les buts et objectifs du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, du programme d'options stratégiques pour le Bangladesh et des autres politiques et stratégies pertinentes, notamment celles relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, aux jeunes ruraux et à la finance rurale, à l'environnement et à la gestion des ressources naturelles, et aux changements climatiques.

### **B. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination**

41. Les responsabilités de l'UGP resteront les mêmes que dans le projet initial, mais ses effectifs seront réduits pendant la période couverte par le financement additionnel. L'UGP fera appel à la division des opérations de prêt de la PKSF pour mettre en œuvre le programme de prêts aux microentreprises par l'intermédiaire des organisations partenaires. L'UGP dirigera l'organisation, la supervision et le suivi de l'ensemble des activités des composantes 1 et 2 prévues au titre du financement additionnel. La division des opérations de prêt de la PKSF exécutera le programme de prêts aux microentreprises et conseillera l'UGP au besoin.
42. Les composantes 1 et 2 seront exécutées par l'intermédiaire des organisations partenaires. La PKSF administrera le programme en faveur des microentreprises en appliquant ses propres procédures déjà bien établies, et adoptera la même approche de gestion que celle employée dans le cadre du projet initial au titre du développement des filières.
43. La PKSF mettra à la disposition des organisations partenaires les études sectorielles et les études sur la commercialisation dont elles auront besoin. En outre, la PKSF: i) supervisera le financement des prêts aux microentreprises, d'autres produits financiers et des sous-projets de développement des filières; ii) recrutera les experts techniques compétents pour renforcer les capacités du personnel de la PKSF, des organisations partenaires, des acteurs du développement des filières et des groupes de parties prenantes; iii) mènera des évaluations et des études d'impact; iv) assurera la supervision et le suivi du projet.
44. Les organisations partenaires continueront à élaborer des propositions pour le développement des filières; à fournir et gérer les crédits aux microentreprises et d'autres produits financiers à destination des producteurs et des microentrepreneurs; à assurer le développement durable de filières désignées; à

garantir la disponibilité de prestataires de services compétents; à conseiller les producteurs sur des questions comme l'accès au marché ou le choix des fournisseurs d'intrants; à assurer le suivi-évaluation et l'établissement de rapports, en veillant notamment à recenser les enseignements à tirer.

### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

45. Dans le cadre du financement additionnel du PACE, le risque inhérent à la gestion financière est considéré comme modéré en raison de la diversité et du caractère décentralisé des interventions, qui font appel à plusieurs organisations partenaires. Au cours de l'évaluation menée au stade de la conception, il a été tenu compte du contexte global de la gestion financière, des dispositions existantes, des progrès accomplis dans le cadre du PACE et de l'expérience acquise par la PKSF à l'égard du portefeuille du FIDA. Le risque après mise en place des mesures d'atténuation est considéré comme faible.
46. La PKSF dispose d'un système efficace de gestion financière, grâce à l'intervention d'une solide équipe de comptables et d'experts financiers. Elle applique systématiquement les normes internationales d'information financière dans le cadre du PACE, dont les comptes annuels sont audités par le même cabinet privé chargé d'auditer la PKSF chaque année. L'audit est effectué conformément aux normes internationales et au Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit. L'évaluation menée par le FIDA a jugé satisfaisantes la qualité et la ponctualité des activités d'audit. Ces dernières ont été jugées acceptables, car elles ont été effectuées conformément au mandat validé par le FIDA.
47. En application des dispositions de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations, le Fonds applique une politique de tolérance zéro en ce qui concerne les actions frauduleuses ou les actes de corruption, de collusion ou de coercition commis dans les projets qu'il finance. Cela signifie non seulement qu'il donne suite à toutes les allégations de pratiques frauduleuses et applique les sanctions qui s'imposent, mais aussi qu'il promeut des mesures de contrôle préventives, comme des évaluations des systèmes de gestion financière, d'audit des comptes et de passation des marchés à l'échelle nationale et au niveau du projet pendant la phase de conception du projet.

### **Passation des marchés**

48. La passation des marchés dans le cadre du projet initial est jugée satisfaisante, et la PKSF devrait maintenir des niveaux de performance élevés pendant la période couverte par le financement additionnel. La passation des marchés s'effectuera en application de la loi sur la passation des marchés publics adoptée par le pays en 2006 et des règles en matière de passation des marchés publics de 2008, y compris ses modifications ultérieures. La lettre à l'emprunteur et le manuel d'exécution du projet contiendront des informations détaillées sur les modalités de passation des marchés, les procédures et les seuils applicables pour l'examen préalable et l'examen a posteriori.
49. Pour effectuer les opérations de passation des marchés et préparer les appels d'offres du projet, la PKSF utilise les outils prescrits par les autorités bangladaises, à savoir le cadre de passation des marchés et les documents standard relatifs à la passation des marchés. La PKSF effectue ces opérations via la plateforme électronique dédiée du Gouvernement bangladais.
50. Toutes les passations de marchés liées au projet qui seront réalisées par les organisations partenaires (bénéficiaires secondaires) se feront également en conformité avec les dispositions arrêtées (Ministère de l'agriculture – Première partie applicable à l'ensemble des organisations partenaires). La PKSF aidera les organisations partenaires à développer et à améliorer leurs politiques de passation des marchés et à appliquer une procédure prudente en la matière. Les

organisations partenaires consigneront dans un registre distinct les actifs générés grâce au financement du FIDA. Comme pour le projet initial, la PKSF sera soumise à un audit externe.

51. Les services de gestion de la PKSF disposent d'une unité chargée de la passation de marchés. La gestion du cycle de passation de marchés se fera en coordination entre cette unité et l'UGP. Un cadre de la PKSF dûment formé et ayant l'expérience des projets financés par le FIDA gèrera les opérations de passation de marchés du PACE.

### **C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication stratégique**

52. **Planification.** Le plan de travail et budget annuel (PTBA) du PACE sera préparé par l'UGP, avant d'être soumis à la division des institutions financières du Ministère des finances pour approbation et d'être validé par le FIDA. Le PTBA inclura les activités prévues en regard des objectifs et des dépenses, et devra indiquer les objectifs globaux et les activités prévues dans le cadre du projet. Tout ajustement du PTBA devra être validé par le FIDA. Les missions de supervision effectuées chaque année par le FIDA serviront à examiner les progrès réalisés et à évaluer l'efficacité des activités du projet.
53. **Suivi-évaluation.** Le cadre logique du PACE a été actualisé et demeurera le cadre de référence pour le suivi-évaluation, la collecte de données et la communication des résultats du projet. Les études d'impact du projet seront réalisées en 2022, si bien que les ressources allouées à cette fin dans le projet initial seront utilisées cette année-là.
54. **Gestion des savoirs et apprentissage.** Les activités de gestion des savoirs du PACE sont étroitement liées au système de suivi-évaluation et cibleront l'ensemble des parties prenantes, notamment les bénéficiaires, de manière à garantir un apprentissage complet. L'équipe du PACE et la PKSF ont transmis aux organisations partenaires, au FIDA et aux autres partenaires de développement des études d'impact, des études sectorielles, des études de cas et des observations faites lors de visites de terrain.
55. **Plans d'exécution.** Les PTBA pour 2021 et 2022 ont été préparés et communiqués au FIDA. Ils seront actualisés chaque année et transmis à la division des institutions financières du Ministère des finances et au FIDA, conformément à la pratique habituelle.

### **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

56. Un accord de financement entre la République populaire du Bangladesh et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
57. La République populaire du Bangladesh est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
58. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.



## **VI. Recommandation**

59. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables (50%) et à des conditions mixtes (50%) d'un montant de dix-huit millions soixante-douze mille six cent cinquante-deux dollars des États-Unis (18 072 652 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Hougbo

## Logical framework

### Promoting Agricultural Commercialization and Enterprises Project

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach</b> Directly benefiting households receiving project services	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>				Progress report	Annual	PMU	
	Females - Number			254560				
	Males - Number			197440				
	Total number of persons receiving services - Number of people			452000				
	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>				Progress report	Annual	PMU	
	Households - Number			452000				
	<b>1.b Estimated corresponding total number of households members</b>				Progress reports	Annual	PMU	
	Household members - Number of people			1835120				
	<b>Project Goal</b> Enhance livelihoods (higher income from self-employment, business profit and wage employment, and food security) of the moderate and extreme poor (men and women) in a sustainable manner	<b>% increase in income of 70% participating moderate and extreme poor households from farm, non-farm and service type businesses and wage employment of 70% participating moderate and extreme poor households from farm, non-farm and service type businesses and wage employment</b>				Impact surveys of households at baseline, mid- term and completion, qualitative (PRA) assessment of participating HHs and quantitative assessment (profitability analysis) of microenterprises	3 times at baseline, mid-term and completion	PMU
Income increase - Percentage (%)				50				
<b>Increase in asset ownership</b>				Impact surveys of households at baseline, mid- term and completion, qualitative (PRA) assessment of participating HHs and quantitative assessment (profitability analysis) of microenterprises	3 times at baseline, mid-term and completion	PMU		
increase asset ownership - Percentage (%)			60					
<b>Development Objective</b> Increase sales and incomes from existing and new microenterprises, and create new	<b>300,000 microenterprises (out of which 150,000 are owned by women) have increased combined sales by 50% after receiving credit and technical support</b>				PACE project annual assessment report on business expansion and employment creation	3 times at baseline, mid-term and completion	PMU	
	No. of microenterprises - Number			300000				
	No. of enterprises owned by women - Number			150000				

wage employment opportunities for extreme and moderate poor people	<b>13,000 new wage employment positions and taken up by moderately and extremely poor people (30% are women).</b>				PACE project annual assessment report on business expansion and employment creation	3 times at baseline, mid-term and completion	PMU	activities. • Prolonged political unrest does not adversely affects business and economic growth.
	No. of employment positions - Number			13000				
<b>Outcome</b> Outcome 1: Sustainable financial services for microenterprises (farm, off-farm, trading and service sectors) expanded	<b>value of PKSf's portfolio in microenterprise program increases</b>				PKSF's program/financial reports POs program/financial reports PACE project report	Annual		• Demand for microenterprise loan grows • POs remain institutionally and financially viable and offer competitive loan products. • No major external shocks such as major spread of disease.
	value of PKSf's portfolio in million taka - Number			4460				
	<b>Value of POs' portfolio in ME loan program increases</b>				PKSF's program/financial reports POs program/financial reports PACE project report	Annual		
	Value of POs' portfolio in ME loan program - Number			8120				
<b>Output</b> Output 1.1: Expansion of on-going loan program for microenterprises in all sectors (agriculture, off-farm, trading and services)	<b>Increase in number of microenterprise borrowers</b>				Reports from PKSf and POs Project MIS Independent assessment of microenterprise loan program and performance of pilot products Training assessment report	Quarter	PMU	
	Microenterprise borrowers - Number of people			150000				
	<b>Increase in value of cumulative loan disbursement to additional project borrowers</b>				Reports from PKSf and POs Project MIS Independent assessment of microenterprise loan program and performance of pilot products Training assessment report	Quarter	PMU	
	Money in million taka - Number			66240				
	<b>1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services</b>				Reports from PKSf and POs Project MIS Independent assessment of microenterprise loan program and performance of pilot products Training assessment report	Quarter	PMU	
	Total number of accesses to financial services - Number							
	Men in rural areas accessing financial services - credit - Number			33000				
	Women in rural areas accessing financial services - credit - Number			117000				
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people			150000	Reports from PKSf and POs Project MIS Independent assessment of microenterprise loan program and performance of pilot products Training assessment report	Quarter	PMU	
	<b>value of gross loan portfolio</b>							
loan portfolio - Money (USD' 000)			101500	Reports from PKSf and POs Project MIS Independent	Quarter	PMU		
<b>1.1.7 Persons in rural areas trained in financial literacy and/or use of financial products and services</b>								

	Females - Number			33000	assessment of microenterprise loan program and performance of pilot products Training assessment report			
	Males - Number			117000				
	Persons in rural areas trained in FL and/or use of FProd and Services (total) - Number			102000				
<b>Output</b> Output 1.2: Piloting of new loan products	<b>Number of new product studies</b>				Reports from PKSf and POs Project MIS Independent assessment of microenterprise loan program and performance of pilot products Training assessment report	Quarter	PMU	
	New loan product - Number			2				
<b>Output</b> Output 1.3: Capacity building of PKSf and POs in design and development of new financial products, monitoring, evaluation and impact assessment of ME program, and application of information technology in management of POs	<b>No. of PKSf officers trained on enterprise management and promotion of private businesses</b>				Reports from PKSf and POs Project MIS Independent assessment of microenterprise loan program and performance of pilot products Training assessment report	Quarter	PMU	<ul style="list-style-type: none"> <li>Portfolio quality of ME loan program of POs remains high (PAR &lt;5%)</li> <li>Loan recovery rate of overall MF program and ME loan of POs remains high (&gt;95%)</li> <li>HR capacity of POs for management of microfinance program enhanced</li> <li>PKSf maintains its strong supervision of POs</li> </ul>
		PKSf officers - Number						
	<b>No. of Partner Organizations officers trained on enterprise management and promotion of private businesses</b>				Reports from PKSf and POs Project MIS Independent assessment of microenterprise loan program and performance of pilot products Training assessment report	Quarter	PMU	
		PO officers - Number						
	<b>1.1.6 Financial service providers supported in delivering outreach strategies, financial products and services to rural areas</b>							
		Service providers - Number						
<b>50 PKSf and 100 PO officials are trained in 15 COVID-19 compliance protocols developed by PKSf for various business clusters</b>				Project MIS	Quarter	PMU		
	PKSf/PO officials - Number - Number of people			150				
<b>Outcome</b> Outcome 2: Sustainable inclusion of MEs and businesses in value chains in agriculture, off-farm and service sectors to up-scale business, production technologies, and enhance access to markets.	<b>Increase in cumulative sales of participating businesses (farm and non-farm sectors) in value chains</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS impact assessment Case studies	Annual	PMU	<ul style="list-style-type: none"> <li>PKSf and POs remain committed to facilitating non-financial services along with providing financial services program to MEs</li> <li>PKSf and POs successfully establish collaborative business arrangements between MEs and mainstream businesses.</li> <li>No major external</li> </ul>
		Sales in million Taka - Number						
	<b>Percentage of microenterprises (out of 300 000 beneficiaries of value chain subprojects) operating 3 years after the support received from the project</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS impact assessment Case studies	Annual	PMU	
	Microenterprises - Percentage (%)			55				

<b>Output</b> Output 2.1: MEs and agri-businesses sustainably included in agricultural value chains in various parts of the country								shocks such as disease	
	<b>Acres of additional land brought under production of selected VC</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	<ul style="list-style-type: none"> <li>PKSF establishes separate non-financial services division with competent human resources</li> <li>PKSF enhances overall capacity to manage value chain projects, supervise POs in these areas</li> <li>PKSF recruits adequate officers</li> <li>POs establishes separate non-financial services units and enhances capacity to manage value chain projects</li> <li>Facilitation of non-financial services become mainstream services of POs</li> <li>Private business companies are interested in sourcing products from microenterprises and willing to engage in partnership in the selected value chains</li> </ul>	
	Land (acres) - Number								13000
	<b>Number of agricultural and non-farm subsector VC development activities</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU		
	VC subsector - Number								15
	<b>Number of agricultural MEs linked with larger firms as suppliers and contract growers</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU		
	Agricultural MEs - Number								6000
	<b>2.1.3 Rural producers' organizations supported</b>								
	Rural POs supported - Number								
	<b>No. of MEs adopted new technologies</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU		
	MEs - Number								280000
	<b>2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management</b>				this indicator measures: agric. microentrepreneurs, non-farm MEs	quarterly	PMU		
	Females - Number								203000
	Males - Number								147000
	Persons trained in IGAs or BM (total) - Number								350000
	<b>1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages</b>				measures advisory services				
	Females - Number								150000
	Males - Number								150000
	Total rural producers - Number								300000
	<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>								
Total number of attendances to training sessions - Number									
Men trained in livestock - Number				49200					
Women trained in livestock - Number				73800					
Men trained in fishery - Number				31000					
Women trained in fishery - Number				31000					
Total persons trained in livestock - Number of people				123000					

	Total persons trained in fishery - Number of people			62000				
	<b>Households receiving facilitated animals health services</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PKSf establishes separate non-financial services division with competent human resources</li> <li>• PKSf enhances overall capacity to manage value chain projects, supervise POs in these areas</li> <li>• PKSf recruits adequate officers</li> <li>• POs establishes separate non-financial services units and enhances capacity to manage value chain projects</li> <li>• Facilitation of non-financial services become mainstream services of POs</li> <li>• Private business companies are interested in sourcing products from microenterprises and willing to engage in partnership in the selected value chains</li> </ul>
	Households - Number							
<b>Output</b> Output 2.2: Microenterprises sustainably included in value chain for non-farm manufacturing, processing and service products or group of products	<b>Number of non-farm MEs linked with larger firms as suppliers and contract growers</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	
	Non-farm MEs - Number - Number							
	<b>No. of local service providers (farm and non-farm sectors) strengthened in VCs</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	
	Service provider - Number							
	<b>2.1.1 Rural enterprises accessing business development services</b>							
	Rural enterprises - Number							
	<b>2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business management</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	
Females - Number								
Males - Number								
Persons trained in IGAs or BM (total) - Number								
<b>Output</b> Output 2.3: Capacity of PKSf and POs enhanced to formulate and manage large scale value chain subprojects and identify opportunities for	<b>PKSf/GoB officials trained on VC project design and management</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	
	PKSf/GoB officials - Number							50
	<b>POs officials trained on VC project design and management</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	
	POs officials - Number							200
<b>PKSf/PO officials are trained on preventing environmental degradation and improving conditions in work place</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU		
PKSf/PO officials - Number							80	

partnership with the private business sector for microenterprises	<b>50 PKSf/GoB and 100 POs officials trained on VC project design, management, GGAP and branding of products (for extended phase)</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	
	PKSF/GoB/PO officials - Number - Number of people			150				
<b>Output</b> Output 2.4: Capacity of PKSf, POs and microenterprises to identify, advocate and strengthen pro-poor business policies, especially sector specific policies, enhanced	<b>Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	
	Number - Number			5				
	<b>PKSF, GOB and POs officials trained business/sector policy analysis and advocacy</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	
Officials - Number			100					
<b>Output</b> Output 2.5: An electronic platform established to disseminate commodity prices and to transact products of small producers	<b>Electronic agricultural platform established</b>				Impact assessment of value chains Project reports and MIS Case studies	Quarter	PMU	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PKSf establishes separate non-financial services division with competent human resources</li> <li>• PKSf enhances overall capacity to manage value chain projects, supervise POs in these areas</li> <li>• PKSf recruits adequate officers</li> <li>• POs establishes separate non-financial services units and enhances capacity to manage value chain projects</li> <li>• Facilitation of non-financial services become mainstream services of POs</li> <li>• Private business companies are interested in sourcing products from microenterprises and willing to engage in partnership in the selected value chains</li> </ul>
	E-platform - Number			1				
	<b>Setup Multipurpose Electric Platform</b>				Progress report	Half Yearly	PMU	

<b>Output</b> Output 2.6: Setup Multipurpose Electric Platform	Technologies and products - Number - Number			1				
<b>Outcome</b> Outcome 3: Proven technologies and products introduced by MEs	<b>No. of proven technologies and products successfully transferred to Small Producers</b>				Independent assessment reports	Annual	PMU	PKSF and POs successful identify technologies and products for small producers within value chain subprojects and outside
	Technologies and products - Number			20				
	<b>Women reporting improved quality of their diets</b>							
	Percentage - Percentage (%)			40				
<b>Output</b> Outputs 3.1: Resolution of technological problems identified under component-2	<b>No. of technological problems addressed</b>				Independent assessment reports of technologies and product introduced PACE reports IFAD supervision reports Case studies	Quarter	PMU	
	Technological problem - Number			6				
<b>Output</b> Outputs 3.2: Adaptation and dissemination of readily available technologies and products	<b>MEs/farmers are disseminated technological Knowledge</b>				Independent assessment reports of technologies and product introduced PACE reports IFAD supervision reports Case studies	Quarter	PMU	Successful identification of capable research stations within the country
	MEs/Farmers - Number			50000				